

# A.C.I.R.E.Ph.

Association pour la Création d'Instituts de Recherche sur l'Enseignement de la Philosophie

---

## **Les profs de philo résistent à la doctrine du programme**

**Au nom de la liberté, ils refusent de changer de méthode.**

Par EMMANUEL DAVIDENKOFF, 29 novembre 2000, © Libération

### **Des groupes d'experts élargis**

Jack Lang devait préciser ce matin de nouvelles modalités d'élaboration des programmes. Parmi lesquelles: La transformation de la composition des groupes techniques disciplinaires (GTD), rebaptisés «groupes d'experts». Chargés d'élaborer les programmes de chaque matière, ils accueilleraient des représentants de toutes les instances concernées: chercheurs, enseignants, inspecteurs...; la consultation systématique des enseignants en cas de révision des programmes; la création d'un groupe d'experts pour le primaire, comportant des universitaires; l'analyse systématique des pratiques à l'étranger.

Pourquoi le ministère de l'Éducation nationale cache-t-il la vérité aux élèves et aux parents sur la notation des épreuves de philosophie du bac ? Pourquoi deux rapports récents de l'Inspection générale à ce propos restent-ils confidentiels ? Pourquoi le ministère s'est-il fendu d'un communiqué en septembre pour qualifier d'«allégations non fondées les affirmations selon lesquelles les moyennes à l'épreuve de philosophie seraient considérablement inférieures à celles de l'épreuve de français ou de lettres», en contradiction avec les rares informations qui filtrent sur le contenu du second rapport ?

La réponse tient à une préoccupation politique: il faut à tout prix pacifier l'atmosphère chez les 6 000 enseignants de philosophie pour donner une chance aux nouveaux programmes<sup>1</sup> de passer. Pétitions. Ils font actuellement l'objet d'une consultation qui se terminera le 9 décembre. Si elle porte ses fruits, ce sera la première fois que ces programmes évolueront depuis... vingt-sept ans. Mais plusieurs pétitions circulent pour demander le retrait du texte, qui nierait «la liberté philosophique du professeur», selon les termes de l'association REP (Réflexion sur l'enseignement de la philosophie) et de sa présidente, Francesca Ferré, qui signe humblement ses courriers électroniques «Diotime», nom de la prêtresse qui initie Socrate dans le Banquet de Platon. Pour la REP comme pour la puissante Association des professeurs de philosophie, déterminer des programmes précis revient à les restreindre.

Actuellement, le programme de philosophie de terminale littéraire tient sur un rectangle de 7

---

<sup>1</sup> Disponibles sur [www.cndp.fr/lycee/philosophie](http://www.cndp.fr/lycee/philosophie)

cm sur 13 avec une trentaine de notions telles que «la conscience», «le langage», «la liberté» ou «le temps». Une série d'auteurs recommandés complète cette liste. Ce programme représente pour de nombreux enseignants l'expression parfaite de «la liberté philosophique» telle qu'elle a été théorisée en 1973 par Jacques Muglioni, alors doyen de l'Inspection générale et héraut des tenants du statu quo. Ils seraient majoritaires mais les voix dissonantes se multiplient, notamment autour de l'Acireph<sup>2</sup>. Selon son président, Jean-Jacques Rosat, maître de conférences au Collège de France, enseignant en lycée pendant vingt ans, *«cette soi-disant liberté revient à laisser les enseignants totalement libres... de décider de ce qu'ils traitent. Tout cela donne un confort remarquable: tant que l'enseignant fait de la philo, on ne peut rien lui dire. Mais les élèves payent cela le jour de l'examen puisque rien n'impose aux enseignants de leur dire ce qu'ils doivent apprendre»*.

Depuis dix ans, trois commissions ont tenté de faire évoluer les choses<sup>3</sup>. Sans succès. La tentative n°4, coordonnée par Alain Renaut et qui est discutée aujourd'hui, fait l'objet de vifs débats. Parmi les facteurs de blocage, les guéguerres institutionnelles entre l'Inspection générale et le Conseil national des programmes (créé il est vrai pour contourner l'inspection). Blocages. C'est notamment pour résoudre ces tensions permanentes que Jack Lang doit annoncer aujourd'hui une «refonte de la politique d'élaboration des programmes» (lire ci-dessous). Mais les blocages tiennent aussi, pour la philo, «à la représentation que les profs se font d'eux-mêmes», selon Jean-Jacques Rosat: «Un prof de maths ne dit pas "je suis mathématicien", un prof de philo dit "je suis philosophe". Il y a identification totale avec la discipline enseignée.»

Conséquence de cette inertie, une irritation sensible des parents et des élèves, qui constatent que la philo est bien l'épreuve la plus aléatoire au bac, en contradiction avec la position du ministère qui affirme que «les moyennes de philosophie sont en gros homogènes à celles des épreuves de français et de lettres», et que «lorsqu'elles sont inférieures, l'écart varie de trois dixièmes à un point». Pour Luc Ferry, philosophe et président du Conseil national des programmes, «le problème est qu'on ne permet pas aux élèves de maîtriser les règles du jeu de l'examen; c'est malhonnête». Ces derniers n'apprécient pas: dans un sondage, la philosophie arrive en queue de peloton (4 %) des matières «que l'on devrait davantage enseigner»<sup>4</sup>. Avec les sciences de la vie et de la terre et la physique-chimie, deux disciplines qui ont particulièrement peiné à réformer leurs programmes.

---

<sup>2</sup> Association pour la création des instituts de recherche sur l'enseignement de la philosophie.

<sup>3</sup> Cf «*Comment enseigner la philosophie*» in Le Débat n°101 (Gallimard).

<sup>4</sup> Sondage Ifop pour L'Express et la Ligue de l'enseignement.